

CAMPBELL, Robert Malcolm, *Grand Illusions: The Politics of the Keynesian Experience in Canada, 1945-1975*. Peterborough, Broadview Press, 1987. 270 p. 24,95 \$

Marc Vallières

Volume 42, numéro 1, été 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304654ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304654ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vallières, M. (1988). Compte rendu de [CAMPBELL, Robert Malcolm, *Grand Illusions: The Politics of the Keynesian Experience in Canada, 1945-1975*. Peterborough, Broadview Press, 1987. 270 p. 24,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42(1), 89–91. <https://doi.org/10.7202/304654ar>

CAMPBELL, Robert Malcolm, *Grand Illusions: the Politics of the Keynesian Experience in Canada, 1945-1975*. Peterborough, Broadview Press, 1987. 270 p. 24,95\$

L'auteur de cet ouvrage veut effacer l'illusion très répandue que les politiques économiques des gouvernements canadiens depuis la Deuxième Guerre mondiale s'inscrivent dans le giron théorique keynésien. Il cherche à démontrer que contrairement à des impressions tenaces, les principes keynésiens d'intervention de l'État dans l'économie pour la stabiliser et en régulariser la croissance n'expliquent pas vraiment les succès de l'économie canadienne depuis 1945, car ces principes ont généralement été ignorés, soit au profit d'un laisser faire persistant, soit de politiques ou d'interventions carrément non keynésiennes. Campbell a réalisé une histoire politico-économique qui n'a rien d'une étude technique ou détaillée et peut rejoindre sans trop de mal le non-économiste.

Dans un premier chapitre, l'auteur montre comment la Grande Dépression des années 1930 a suscité une profonde remise en question du fonctionnement de l'économie capitaliste qui s'est concrétisée dans des changements politiques importants et dans des attentes accrues face à un État dépassé par les événements et peu enclin à intervenir. Par ailleurs, la Deuxième Guerre mondiale qui, dans une grande mesure, sort l'économie canadienne de son état dépressif, fait ressortir le leadership fédéral dans la gestion planifiée de l'économie, sous l'influence des théories keynésiennes. Une grande bureaucratie fédérale est née des impératifs de l'économie de guerre et ses performances l'ont renforcée et rendue attirante pour la majorité des Canadiens. La reconstruction de l'économie de paix (la reconversion) s'inscrit donc dans ce contexte.

Dans un second chapitre, l'auteur prend en compte la variété des définitions de la pensée économique keynésienne et tente de cerner une approche «canadienne», telle que formulée en 1945 dans un livre blanc soumis à la Chambre des Communes et dans un livre bleu présenté par le gouvernement fédéral à la conférence fédérale-provinciale sur la «reconstruction». Cette approche s'appuie sur le maintien et la création d'emploi, sur une augmentation de la demande globale, sur une intervention de l'État limitée à des travaux publics et à un appui de celui-ci à la croissance économique par ses politiques budgétaires et, enfin, sur la préservation des dépenses de consommation, notamment par des politiques de sécurité du revenu et de sécurité sociale. La bureaucratie centralisatrice, formée d'économistes techniciens, participe très activement à la conduite des politiques économiques et, tant que l'économie se porte bien, a les coudées franches.

Les chapitres suivants (3 à 7) mettent en rapport les politiques économiques et budgétaires énoncées par les différents ministres des Finances de 1945 à 1975 et les politiques d'inspiration keynésienne du Livre blanc. Le discours est chronologique, par tranches selon les chapitres, soit de 1945 à 1949, de 1950 à 1957, de 1957 à 1963, de 1963 à 1968 et de 1968 à 1975, et par années à l'intérieur de chaque chapitre. L'auteur s'appuie essentiellement sur les exposés budgétaires, qui deviennent de plus en plus à l'époque des énoncés de politiques économiques, sur les débats de Chambre des Communes et sur quelques synthèses historiques et économiques. À chaque année, il cerne l'analyse, fréquemment erronée ou périmée, que le gouvernement fait de la situation économique du moment et de celle qu'il anticipe. Il étudie également les politiques d'équilibre budgétaire, tout comme les politiques fiscales, commerciales et monétaires et les confronte à l'aune keynésienne «canadienne».

De cette revue systématique des intentions gouvernementales, il tire une vision d'ensemble des ambiguïtés, des incohérences et des contradictions entre l'approche keynésienne et la politique budgétaire, qui l'amène à rejeter l'influence keynésienne et à présenter ces politiques, soit comme carrément anti-keynésiennes notamment de 1957 à 1963 sous les conservateurs, soit comme essentiellement pragmatiques (laisser faire), voire dominées par des motivations politiques à court terme. Il constate également que la difficulté des économistes à définir clairement les conditions économiques et à faire des prévisions en conséquence, tend à justifier la prédominance de politiques empiriques ou influencées plus par des considérations politiques qu'économiques. Il y a ainsi des désaccords profonds sur l'explication de la croissance parallèle du chômage et de l'inflation qui deviennent les problèmes de fond des années 1960 et 1970.

Malgré des prises de positions officielles de nature keynésienne, la réalité des politiques paraît tout autre et s'explique, selon l'auteur, par la perception chez les gouvernants que l'approche keynésienne parvient mal à correspondre aux conditions particulières du Canada parce qu'elle ne tient pas assez compte des anticipations de récurrence d'une crise après 1945, des conditions internationales qui limitent sa marge de manoeuvre, d'objectifs socio-politiques divergents, notamment en sécurité sociale et santé, des problèmes structurels de l'économie canadienne, de même que des disparités régionales dans le chômage et le développement.

Il faut conclure de l'analyse du professeur Campbell que l'on ne saurait attribuer à des politiques keynésiennes, qui n'en étaient pas vraiment, la crise de la fin des années 1970 (chômage et inflation élevés), pas plus d'ailleurs que le crédit de la prospérité des années 1945-1957, explicable autrement.

Les limites de cette étude se situent à plusieurs niveaux. D'abord, l'analyse de la conception et de la formulation des politiques économiques et des énoncés budgétaires manque de la profondeur qu'une utilisation des archives gouvernementales et politiques et d'entrevues orales aurait pu apporter. Quelles étaient, par exemple, les hypothèses budgétaires considérées et les raisons des choix définitifs? Ensuite, l'évaluation des politiques budgétaires dépend de la définition de ce qu'on entend par une approche keynésienne dont les contours ne sont pas très clairs pour un lecteur non-économiste.

Bref, un ouvrage intéressant et stimulant qui retrace les tâtonnements des politiciens et économistes pour trouver des solutions à des problèmes économiques pas très bien compris, difficiles à séparer d'un contexte économique international omniprésent et qui s'aggraveront encore à la fin des années 1970 et au début des années 1980, au point de requérir des mesures gouvernementales encore très éloignées de l'approche keynésienne «canadienne».

*Département d'histoire  
Université Laval*

MARC VALLIÈRES